

**SAMIR AMIN**

## **Le projet européen sera-t-il remis en question ?**

Le « projet européen » avait été conçu au lendemain de la seconde guerre mondiale par les leaders étatsuniens du système impérialiste (et mis en œuvre à travers le Plan Marshall, la création de l'OTAN, l'initiative et de « guerre froide », prise par Washington et non par Moscou) et par leurs serviteurs dévoués (en particulier Jean Monnet). L'objectif stratégique n'était pas de « reconstruire l'Europe » et de restaurer par là même sa capacité de « résister à une conquête soviétique » qui n'a jamais été à l'ordre du jour et à laquelle aucun politicien sérieux ne pouvait croire, mais de l'atteler définitivement au char des Etats Unis en qualité d'allié subalterne, dans une perspective cohérente avec la constitution de l'impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) pour faire face au défi des succès de la révolte des périphéries du système mondial (les pays de l'Est et ceux du Sud).

La stratégie impliquait le démantèlement de la souveraineté des peuples européens. Le discours sur la « Nation désormais dépassé » trouvait ici sa fonction légitimatrice de ce choix. La mise en place progressive d'autorités européennes supranationales, dans les formes anti démocratiques qui sont les siennes, aboutissant à l'Union Européenne, constituait le moyen d'opérer ce démantèlement. Celui-ci impliquait donc à son tour l'abandon de la tradition démocratique bourgeoise, en la vidant de tout contenu potentiellement menaçant pour les intérêts du grand capital dominant. L'Union européenne ne souffre pas d'un « déficit démocratique » comme le proclament les courants majeurs de la gauche électorale sur le continent. Elle a été construite pour opérer un transfert systématique et total des pouvoirs des Parlements élus (la tradition démocratique bourgeoise) à des bureaucraties/technocraties « d'experts » prétendus « indépendants » (ils le sont bien par rapport aux peuples concernés, mais ne le sont pas du tout dans leurs rapports au capital dominant). La boucle est bouclée ; les institutions européennes sont organisées de manière à rendre impossible toute évolution qui restituerait aux peuples européens (ou même au peuple européen, s'il existait – ce qui n'est pas le cas) un pouvoir de contrôle réel sur les décisions de Bruxelles. C'est la raison pour laquelle je dis que la « reconstruction » éventuelle d'une « autre Europe » passe par la déconstruction de celle qui est en place.

La construction européenne est parfaitement cohérente avec les exigences de l'évolution du capitalisme parvenu au stade des oligopoles transnationaux mondialisés et financiarisés, fondement du passage de formes antérieures de l'impérialisme constituées de puissances impérialistes en conflit permanent à la forme présente de l'impérialisme collectif de la triade. Elle répond directement et exclusivement à ces exigences. Cette même évolution est partagée par tous les partenaires de la triade, et non pas uniquement l'Europe. Elle caractérise tout autant les Etats Unis qui exercent un « leadership » certes (qui trouve son fondement dans la puissance militaire destructive dont seul Washington dispose), mais sans « hégémonie » (au sens gramscien du terme). Le déficit des comptes extérieurs des Etats Unis, sur le sujet duquel une bonne littérature existe, témoigne de cette absence d'« hégémonie gramscienne » (Cf. S. Amin, *L'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen*).

Ces évolutions trouvent leur contre partie contradictoire et conflictuelle dans « l'éveil du Sud », le succès des révoltes des périphéries qui ont meublé l'histoire du XXe siècle et qui se poursuivront au XXIe siècle, en dépit des apparences du moment actuel de « replis ». Le panorama de l'histoire que j'ai voulu brosser met en relief ce retournement du sens du mouvement, inauguré en 1917 : pendant quatre siècles de 1500 à 1900 l'Europe (et ses

enfants) procède à une conquête victorieuse du monde ; depuis elle est contrainte d'opérer les replis que l'émancipation des périphéries lui impose. Peut-on parler déjà de « déclin de l'Occident » (Europe, Etats Unis auxquels le Japon s'est associé) ? Je nuancerai mon jugement sur cette question.

Ce déclin en tout cas – fut-il relatif – est à l'origine de l'option militariste de l'impérialisme collectif, contraint d'envisager la guerre permanente du Nord contre le Sud. Cette option à son tour renforce les chances de poursuite du leadership de Washington. Cette évolution implique que le capitalisme n'est plus seulement un système d'exploitation du travail, mais qu'il est devenu l'ennemi de l'humanité toute entière, dont il menace la survie, au moins dans toute forme de survie civilisée et humaniste. C'est la raison pour laquelle j'ai qualifié de « sénile » le stade où le capitalisme – désormais « obsolète » - est parvenu.

J'ai proposé quelques réflexions concernant les raisons de « l'effacement du projet européen », du double alignement indissociable libéral et atlantiste, de l'inconsistance des réactions des forces politiques européennes de droite et de gauche face à ce défi (« les sables mouvants du projet européen »), développées dans *Au delà du capitalisme sénile* (pages 111 et suivantes) et dans *Le virus libéral* (pages 107 et suivantes) auxquelles je renvoie le lecteur. Dans ces réflexions j'ai placé l'accent sur les illusions d'une Europe qui prétendrait s'ériger en « centre nouveau », égal et autonome dans ses rapports avec les Etats Unis. Une perspective que j'ai qualifié de partage égal du butin (de l'exploitation de la Planète entière) entre les partenaires de la triade, un faux polycentrisme, par opposition à la perspective d'un monde multipolaire authentique associant à égalité les peuples du Sud et ceux du Nord. J'ai par ailleurs placé l'accent sur la contradiction nouvelle qui oppose les exigences de la reproduction du capitalisme des oligopoles (« la ploutocratie ») d'une part et l'héritage des cultures politiques, qui n'est pas (ou pas encore) totalement perdu en Europe.

**Dans ce qui suit je placerai l'accent sur les raisons pour lesquelles je ne crois pas que le projet européen soit viable.**

1. Les discours euphoriques concernant le « projet européen » fournissent le pain quotidien de la grande majorité des politiciens du continent, à gauche comme à droite. Seuls, paraît-il, les extrémistes du « populisme » (partagé par l'extrême droite et l'extrême gauche dit-on) rejetteraient le projet qui serait sans alternative pour l'avenir des peuples concernés. Et pourtant les indicateurs d'une déception grandissante de ces peuples ne manquent pas.

Car en fait le projet européen est fort curieux : il s'emploie, surtout depuis le traité de Maëstricht (1992) à réduire les marges des politiques économiques nationales sans faire émerger en contrepartie une gouvernance de substitution au niveau de l'Union ! Autrement dit l'Union Européenne fonctionne dans les faits comme la région du monde la plus parfaitement « mondialisée » au sens le plus brutal du terme (annihilation de la marge d'autonomie des Etats). Ce n'est pas le cas des Etats Unis bien sûr, ni même encore celui des autres régions du monde où l'Etat, même fragile et vulnérable, demeure en principe maître de ses décisions, limité « seulement » par les règles de l'OMC (celles-ci ayant néanmoins en perspective tout également l'annihilation progressive des droits et prérogatives des Etats). L'Europe est donc en avance sur le reste du monde dans le grand bond en arrière.

Cette mutilation que les Etats européens se sont infligés concerne tous les domaines de la vie économique : il n' y a plus en Europe ni politique monétaire, ni politique des changes, ni

politique budgétaire, ni politique de l'emploi, ni politique industrielle.

La BCE s'est interdite de mettre en œuvre une quelconque politique monétaire, à laquelle elle a substitué l'objectif exclusif de « stabilité des prix » garantie, prétend-elle par l'interdiction absolue faite aux Etats de financer leur déficit par le recours à « leur » banque centrale. Celle-ci, opérant dans ces conditions, n'a plus d'interlocuteur public (ni les Etats, ni l'Union) auprès desquels elle serait tenue de justifier sa politique. Cette option déflationniste par principe constitue un obstacle supplémentaire permanent à la dynamisation de l'économie.

La BCE ne peut davantage mettre en œuvre aucune politique de change active, dont les objectifs (euro « fort » ou euro « faible ») devraient être définis par un interlocuteur public qui n'existe plus. Le gouvernement des Etats Unis par contre a conservé toute ses prérogatives dans le domaine de la gestion monétaire. C'est donc Washington qui décide si le dollar sera fort ou faible, tandis que l'euro ne peut qu'enregistrer la décision et s'y ajuster. Ajoutons que l'étalon dollar est en fait un étalon pétrole/dollar : les prix du pétrole sont fixés en dollar et les Etats Unis s'emploient par l'intervention militaire si nécessaire (comme cela a été le cas en Iraq), à interdire aux pays producteurs d'offrir leur pétrole contre règlement en euro. Au demeurant les Etats européens ont, jusqu'à présent, refusé d'entrer dans ce jeu et « faire de la peine » à leur ami d'outre Atlantique. Mutilé de la sorte l'euro ne peut devenir une monnaie internationale à l'instar du dollar. Le véritable concurrent potentiel du dollar n'est pas tant l'euro que le yuan chinois.

Le « Pacte de stabilité » a sonné le glas de toute possibilité de mettre en œuvre des politiques budgétaires. Cette option a été justifiée par le recours à une théorie douteuse de l'équivalence de la couverture d'un déficit des finances publiques par l'impôt ou l'emprunt. Justification au demeurant superflue puisque le Pacte a limité à 3 % le déficit maximal autorisé et à 60 % du PIB le plafond de l'endettement ! Ni les Etats Unis, ni aucune autre pays du monde (sauf les semi-colonies soumises à l'administration du FMI !) ne se sont infligés une telle mutilation, qualifiée de simplement « stupide » - à juste titre – par Prodi (qui n'en a tiré aucune conséquence!).

L'abolition de principe de toute forme de politique industrielle nationale (sous prétexte que la « compétition » transparente – c'est à dire sans protection ou subvention – entraîne l'allocation la plus efficace des investissements) et de toute politique de l'emploi, abandonné aux seules lois du marché (la flexibilité étant supposé résoudre les problèmes !), renforcée par le démantèlement des services publics et les privatisations, n'a pas été compensée – fut ce partiellement – par des politiques communautaires. Il n'y a ni « Europe industrielle », ni « Europe sociale » à l'ordre du jour. Sans doute de ce point de vue l'Europe se rapproche-t-elle du modèle qui a toujours été celui des Etats Unis, s'étant engagée désormais très en avant dans la rupture avec toutes les traditions qui aux XIXe puis au XXe siècles avaient été à l'origine de ses succès. Encore qu'aux Etats Unis il y a bien une stratégie du complexe militaro-industriel, fortement soutenue par l'Etat (en dépit du discours « libéral ») sans pareille en Europe. Il est amusant de faire observer que les deux seules percées de la technologie européenne (Airbus et la fusée Ariane) ont été le produit d'interventions de services publics et que, laissés à l'initiative privée, ces deux performances n'auraient tout simplement jamais eu lieu!

Dans un domaine particulier – celui de l'agriculture – l'Europe a effectivement mis en œuvre une politique active, communautaire, libérée du libéralisme doctrinaire. Cette politique a donné des résultats enviables ; elle a permis la modernisation de l'agriculture familiale,

l'augmentation des superficies et l'intensification de l'équipement, une plus forte spécialisation, garanti des prix assurant l'équivalence entre le revenu du travailleur paysan et du travailleur urbain, et finalement dégagé des surplus d'exportation importants (trop même !). Qu'a-t-elle coûté ? Sans doute la moitié du budget de la communauté européenne, mais celui-ci est insignifiant (moins de 1 % du PIB des pays concernés). Aujourd'hui, comme on le sait, la PAC est remise en question.

Bénéficiant du second poste des dépenses de l'Union (un tiers du budget) les politiques régionales sont fondées sur de graves ambiguïtés et véhiculent des ambitions politiques rétrogrades. L'objectif n'est pas tant la réduction des inégalités (entre les Etats de l'Union et au sein de ceux-ci entre les régions dont ils sont constitués) que le soutien à leur capacité de « soutenir la concurrence », celle-ci étant supposé être par elle même porteuse de progrès pour tous (le libéralisme doctrinaire n'est jamais remis en question en dépit des démentis cinglants que le passé et le présent lui infligent). Les soutiens aux Etats moins développés sont d'ailleurs appelés à perdre en importance (au moins relative) après l'incorporation des PECO dans l'Union. Articulés principalement sur les soutiens aux régions pour leurs dépenses d'infrastructure et d'éducation, les politiques de régionalisation mises en œuvre ont plutôt accentué les inégalités et favorisé les « régions porteuses d'avenir » sur les terrains ouverts à la concurrence mondialisée (comme la Bavière, la Lombardie ou la Catalogne). L'objectif politique poursuivi ici est d'ailleurs de réduire la portée des « unités nationales » au bénéfice des fidélités « régionales ». Le libéralisme mondialisé préfère toujours les petits Etats aux grands, parce que le démantèlement des fonctions de l'Etat est plus facile chez les premiers. Dans l'Union européenne on préfère l'affirmation « bavaroise », « catalane » ou « lombarde » à celle des Nations (toujours soupçonnées de dérives « chauvines »).

En définitive les conceptions qui dominent les visions de l'élargissement de l'Union ne sont pas d'une nature différente de celles sur lesquelles les Etats Unis ont fondé leur projet d'intégration de l'Amérique latine dans une vaste zone de libre échange des Amériques. Ces formes sont appelées à accentuer la cassure chez les partenaires périphériques (ici l'Amérique latine et là l'Europe de l'Est) entre de petites zones bien intégrées et avantagées, contrôlées par le capital dominant des centres (ici les Etats Unis, là l'Allemagne) et de vastes réserves à l'abandon. Le discours – qui prétend que le « rattrapage » se fera par lui même grâce au flux grandissant des investissements privés directs étrangers – n'a évidemment pas d'autres fonctions que de propagande. Mais, tandis que les peuples d'Amérique latine rejettent l'extension du libre échange à l'échelle continentale et combattent les Etats Unis sur ce terrain, l'Europe orientale accueille avec la plus grande naïveté le projet analogue concocté par les centres capitalistes de l'Europe occidentale !

Les politiques de coopération de l'Union avec l'Afrique subsaharienne n'ont jamais été que « néo-coloniales », et ont perpétué l'enfermement du continent dans un statut « pré-industriel ». L'alignement libéral de l'Union qui commande les accords de Cotonou (2000) et ceux dits de « partenariats économiques régionaux » (APER) aggrave cette évolution défavorable. L'Afrique est, dans cette perspective, l'objet d'une « exclusion programmée » (Cf. S. Amin et alii, *Afrique : renaissance ou exclusion programmée?* , 2005). En fait la « mondialisation ouverte » associée au maintien du continent dans un statut pré industriel est bel et bien une stratégie mise en œuvre pour donner au capital transnational dominant les moyens de piller à bon compte les ressources naturelles du continent. Mais il faut savoir que ce pillage bénéficiera alors plus aux transnationales des Etats Unis qu'aux européennes. Dans cette perspective du déclin entretenu de l'Afrique les politiques de coopération (aujourd'hui qualifiée de « partenariat » !) entre l'Union Européenne et les ACP sont appelées à perdre

progressivement leur importance au profit d'autres initiatives en direction de l'Amérique latine, de l'Asie et de la région méditerranéenne. Mais jusqu'à présent rien n'indique que ces initiatives pourraient innover et prendre leurs distances par rapport aux logiques d'expansion du capital transnational. Les projets dits euro-méditerranéens sont eux, vidés de toute portée potentielle par le ralliement de fait des Européens aux initiatives de Washington et de Tel Aviv, en dépit de quelques contorsions rhétoriques par ci-par là. (Cf. S. Amin et A. El Kenz, *le monde arabe*, 2005).

2. Le projet européen tel qu'il est pousse jusqu'à l'absurde le ralliement à des logiques systématiquement défavorables au succès d'un déploiement économique du continent. On doit alors se poser la question de pourquoi ces options.

La seule réponse raisonnable qu'on puisse donner à cette question est que ce choix a été fait par le grand capital dominant parce que c'était le moyen – le seul possible – pour lui de briser la force sociale que les travailleurs européens (classes ouvrières en premier lieu) avaient acquis au terme de deux siècles de luttes. L'effondrement du système soviétique offrait cette occasion. L'option était donc parfaitement « rationnelle », mais évidemment relevant d'une logique politique du court terme, qui a toujours bénéficié spontanément de la préférence du capital. Le comportement absurde est celui des partis socialistes et social-démocrates européens qui ont cru que l'effondrement des partis communistes ferait leur affaire, alors que la stratégie libérale visait à liquider les uns et les autres.

Le projet donc, tel qu'il est, fait l'affaire des Etats Unis, et c'est bien la raison pour laquelle Washington ne voit aucune « menace » se dessiner venant d'une Europe « compétitive efficace ». D'ailleurs la stagnation relative dans laquelle l'Europe s'est installée par cette forme extrême de l'option libérale facilite le financement du déficit des Etats Unis, causé lui par le leadership dont Washington s'évertue à poursuivre l'affirmation. La stagnation produit en effet un excédent de profits qui, ne pouvant trouver de débouché dans l'expansion des systèmes productifs européens, sont placés sur les marchés financiers des Etats Unis.

Le discours dominant attribue le handicap de l'Europe à la difficulté que ses sociétés éprouveraient à adopter franchement et intégralement les principes du libéralisme « à l'américaine », sans jamais faire la moindre allusion à l'asymétrie qui caractérise les rapports entre les deux rives de l'Atlantique. En fait si les Européens décidaient d'utiliser chez eux le surplus qu'ils prêtent aux Etats Unis - et seule cette décision pourrait sortir le continent de la stagnation – les Etats Unis seraient alors confrontés à l'obligation de réajuster leur économie et de réduire le gaspillage de leur mode de consommation et de dépense militaire. Cela ne se ferait pas sans crise politique majeure.

Les politiques mises en œuvre par l'Europe ne vont pas dans le sens requis pour que sa puissance économique potentielle puisse s'affirmer, mais exactement dans le sens inverse. La privatisation et le démantèlement des services publics de grande efficacité en Europe (la SNCF, EDF et d'autres en sont de beaux exemples) offrent au capital financier des Etats Unis, notamment aux Fonds de Pensions, une occasion exceptionnelle d'écramer les profits dans les segments les plus intéressants des économies en question, réduisant alors d'autant les moyens de sortie de crise à la disposition des Européens.

Doit-on donc désespérer et accepter le pronostic de Washington selon lequel rien ne remettra en cause les choix européens, pour absurdes qu'ils puissent-être ? Le risque existe et ne doit

pas être sous estimé par les mouvements altermondialistes. La classe dirigeante dominante au sens étroit du terme – le grand capital des oligopoles – est fortement tentée de s'enfermer dans cette voie sans issue pour les peuples européens. Car elle bénéficie en contre partie des avantages que sa participation à l'impérialisme collectif de la triade lui procure. Sans doute le gendarme qui neutralise les effets du chaos que ce déploiement impérialiste entraîne – les Etats Unis – sont-ils en mesure de faire payer le prix de leurs services à leurs partenaires subalternes. Mais ceux-ci n'ont pas d'alternative et de ce fait acceptent les postures serviles qui leur sont dévolues. Après tout cela ne sera ni la première fois dans l'histoire, ni la seule dans le monde actuel qu'il en est ainsi.

J'ajoute qu'il faut prendre la mesure des options géopolitiques affligeantes en cours, qui réduisent les marges d'autonomie de l'Europe et lui imposent de naviguer dans le sillage de Washington. L'Europe n'a pas choisi de construire une Eurasie face à laquelle les Etats Unis n'aurait pas pesé bien lourd, laquelle impliquait le rapprochement avec la Russie et la Chine. Au contraire l'Europe a choisi de soutenir – et d'encourager même – les chauvinismes « anti-russes » baltes et polonais (on se croirait retourné en 1920 et au « cordon sanitaire » antisoviétique de Versailles !). Elle accepte l'expansionnisme israélien et entérine la présence militaire des Etats Unis en Irak, en Asie centrale et au Caucase.

Le plus grave est sans doute l'alignement de l'Europe sur les positions du projet de contrôle militaire de la Planète par les forces armées des Etats Unis. Cet alignement a été signé le jour où, à l'occasion des guerres yougoslaves, l'Europe a accepté que l'OTAN soit investie des fonctions nouvelles de gendarme du monde, associé aux forces propres des Etats Unis. On aurait pu croire qu'avec l'effondrement de l'URSS, l'OTAN perdrait sa raison d'être (« la défense de l'Europe contre une agression soviétique éventuelle »). La décision qui a été prise est allée exactement dans le sens inverse : substituer à l'ONU l'OTAN désormais responsable de la gestion des relations politiques internationales. A partir de là la dérive était difficile à éviter.

Cette dérive a atteint des proportions que l'opinion publique en Europe ignore généralement. Car ce qui a suivi n'a été rien de moins que l'annulation unilatérale par les puissances occidentales de la Charte des Nations Unies qui avaient proscrit la guerre. Les Etats Unis se sont en effet octroyés le « droit » de prendre l'initiative de « guerres préventives » sans que ses alliés de l'OTAN ne réagissent comme il aurait fallu le faire, en se désolidarisant officiellement de cette décision. Il y a plus grave encore puisque Washington s'est également donné le droit d'une première frappe nucléaire, s'il le juge « utile ». Daniel Ellsberg a fait savoir à cette occasion que les documents officiels du Pentagone estiment les « victimes possibles » de telles initiatives à rien moins que six cent millions d'êtres humains ! (cent holocaustes écrit D. Ellsberg). L'Europe et l'OTAN, en gardant le silence sur cette décision, sont désormais les complices du projet criminel des Etats Unis. La seule riposte efficace qui puisse être donnée à cette dérive est l'organisation d'une campagne mondiale pour l'interdiction absolue de l'usage des armes nucléaires (et sans doute également chimiques). Car il va de soi que le traité de « non prolifération » que les puissances de l'OTAN promeuvent est, dans ces conditions, inacceptable pour les peuples d'Asie et d'Afrique, parfaitement conscients qu'ils sont tous menacés d'holocauste par les Etats Unis et l'OTAN.

Cette servilité des segments dominants des classes dirigeantes et de leurs débiteurs politiques (de droite et de gauche) peut-elle s'imposer indéfiniment aux sociétés européennes ? J'en doute, parce que précisément – et c'est là que se situe l'essentiel de ma thèse sur la question – les cultures politiques européennes ne devraient pas le permettre. Je ne reviendrai pas ici sur

cette thèse que j'ai développée dans *Le Virus libéral* et *Pour un monde multipolaire*, dont j'ai résumée les conclusions dans la phrase suivante : le déploiement de la logique des l'économie des oligopoles dominants rapproche les Etats Unis et l'Europe, celui de leurs cultures politiques les sépare.

**3.** Je ne crois donc pas que le projet européen tant dans sa dimension libérale extrême que dans son alignement sur la géostratégie de Washington soit viable.

La question de savoir comment il sera remis en cause, aux contraintes de quelles évolutions il sera soumis reste cependant ouverte.

Je reviens donc ici au point de mon analyse qui porte sur les « cultures politiques ». Celles d'une bonne partie du continent européen peut être lue comme une succession de développements majeurs qui ont façonné la cassure droite/gauche : la Philosophie des Lumières, la Révolution française et particulièrement la Convention montagnarde, la formation du mouvement ouvrier et socialiste au XIXe siècle, le marxisme et la Commune de Paris, la Révolution russe et la formation des partis communistes. La droite s'est constituée en contrepoint au cours de la Restauration (la « Sainte Alliance »), par la formulation d'idéologies « antimarxistes » (dérivant vers les fascismes), la corruption idéologique pro coloniale (et raciste), l'anti-soviétisme. Les étapes de la formation de la culture politique des Etats Unis n'ont rien à voir avec cette histoire. Cette culture s'est constituée dans une succession différente de développement majeurs : l'immigration en Nouvelle Angleterre de sectes anti-Lumières, le génocide des Indiens et l'esclavage intérieur à la société (dont l'impact est autre que celui de l'esclavage pratiqué dans des colonies lointaines), l'avortement de la conscience de classe politique à la place de laquelle les vagues successives d'immigrants ont substitué des communautarismes. La culture politique produite par cette histoire n'est pas celle d'un contraste fort gauche (potentiellement socialiste)/droite mais d'un « consensus » pro-capitaliste relativisant fortement la bipolarité électorale (Démocrates/Républicains).

La question qui se pose aujourd'hui en Europe est de savoir si l'héritage de la culture politique est appelé à s'effriter (et la gauche à disparaître en tant que porteuse d'un projet post capitaliste) au bénéfice d'une « américanisation » en cours (les partis social-libéraux rejoignent le concert des défenseurs du « capitalisme éternel »), ou si une « nouvelle gauche » est capable de se cristalliser autour de programmes à la hauteur des défis. Les deux évolutions restent, à mon avis, possibles.

L'offensive idéologique de la droite nouvelle (qui intègre la majorité de la gauche électorale) a développé un discours hargneux « anti-français », parce que, à juste titre, cette droite voit dans la France – qui a joué un rôle majeur dans la cristallisation des cultures politiques en Europe – le « maillon faible » dans le système européen, engagé sur la route de l'américanisation. « Colbertisme » (c'est à dire un système qui en son temps a construit – avec la Monarchie absolue- les bases de la modernité capitaliste dépassant le féodalisme), « jacobinisme » (qui avait compris que le libéralisme économique étant l'ennemi de la démocratie la Révolution devrait être populaire et non strictement bourgeoise comme le fut celle de l'Angleterre), « laïcité » (dont le « radicalisme » handicape la maturation d'identités « communautaires » souhaités par le modèle de droite pro-américain), voire « gaullo-communisme » (auquel Mr Cohn Bendit préfère sans doute le pétainisme anti-soviétique !) constituent tous les thèmes répétés ad nauseam par cette propagande médiatique. Or il faut bien constater que tous ces thèmes sont dominants dans les discours « européens » (au sens de pro Union Européenne telle qu'elle est et telle qu'on la veut être).

Au delà de la pratique du projet européen il serait donc bon de faire l'analyse du discours dans lequel celle-ci se drapé. Dans ce discours toute référence à l'héritage de la culture politique européenne est qualifiée de « ringardise » : la défense des intérêts de classes (inlassablement traitée de « corporatisme » !), le respect du fait national (on lui préfère les régionalismes impuissants face au capital, les communautarismes, voir les ethnocraties à la balte, croate etc.) Sont « modernes » par contre : l'éloge de la compétition entre travailleurs, régions et pays (quel qu'en soit le prix social), ou celui de concepts antilaïcs de la religion (comme la papolatrie à la polonaise).

La reconstruction d'une gauche européenne exige d'évidence la critique radicale de tous ces discours. Elle exige de surcroît qu'on identifie les principes sur la base desquels l'alternative peut être construite, et en tire concrètement les conséquences en termes de programmes à court et à long termes.

Les considérations précédentes constituent une lecture sévère non seulement du « projet européen » tel qu'il est mais encore des réactions qu'il suscite même au sein des mouvements sociaux progressistes engagés. Le projet tel qu'il est devrait sans doute être qualifié non de « projet européen » mais de « volet européen du projet atlantiste placé sous l'hégémonie des Etats Unis ». Les réactions majeures critiques du projet me paraissent être davantage articulés à la recherche d'un équilibre moins asymétrique au sein de la triade impérialiste (par un aménagement dans ce cadre des relations entre l'Europe et les Etats Unis) qu'à celle d'un équilibre mondial moins désavantageux pour le « reste du monde ».

Dans ces conditions la question reste ouverte : le projet européen peut-il « changer de direction », ou doit-il pour que cela soit rendu possible, passer par la phase de la reconnaissance ouverte de sa faillite ?

On sait que l'argument principal – peut être même exclusif – des défenseurs de gauche de l'Europe, repose sur leur crainte que le rejet du projet européen se traduise par un retour en force des nationalismes qui ont fait le malheur du continent au XXe siècle. Je partage certainement avec ces amis cette crainte et n'ai aucune illusion sur le caractère nécessairement démagogique et rétrograde de ces repliements d'apparence. Je dis d'apparence car en fait les courants d'extrême droite en question ne remettront jamais en question les pouvoirs de la ploutocratie des oligopoles. Mais je prétends que la poursuite de la « défense à tout prix de l'idée européenne » et la soumission de fait aux réalités de sa formulation dans le projet en place qu'elle entraîne (sous prétexte que cette situation est « moins pire » que celle que représente l'alternative de populismes d'extrême droite) constituent en réalité le moyen garanti de préparer l'effondrement à droite du projet. Penser pouvoir faire avancer à petits pas une Europe sociale est parfaitement irréaliste. Les formes institutionnelles en place ne permettront jamais plus que des réformes de cosmétique sans portée. Les peuples le savent déjà. La gauche n'en a pas pris la mesure et tirer les conséquences.

Les Etats Unis sont parfaitement lucides et neutres sur ce sujet : l'Europe des institutions de Bruxelles telle qu'elle est leur convient parfaitement, une Europe éclatée en Etats devenus la proie des populismes en question leur conviendrait tout aussi bien.

Cette évolution – maintien contre vents et marées du projet européen, ou effondrement dans le chaos – si elle constituait la seule alternative possible, signifierait que l'Europe est engagée sur la voie d'un déclin inexorable. Si je reste optimiste c'est parce que je crois possible la

reconstruction de gauches authentiques sur le continent par la renaissance de sa culture politique du conflit.